

La censure des films

Autor(en): **Tanner, H.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'effort cinégraphique suisse = Schweizer Filmkurier**

Band (Jahr): - **(1932-1933)**

Heft 21-22

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-733246>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Directeur :
JEAN HENNARD

Rédactrice en chef :
EVA ELIE

L'EFFORT CINÉGRAPHIQUE

SUISSE

REVUE MENSUELLE

MONATLICHE REVUE

Abonnement :
Fr. 5.— par an
Le numéro : 50 ct.

Rédaction et
Administration
Jumelles, 3
LAUSANNE

A nos lecteurs

Le départ à Paris de M. Jean Lordier nous a obligé à modifier notre organisation. Avec le plus grand plaisir, nous pouvons vous annoncer que Mme EVA ELIE, ancienne rédactrice de « CINE » et ex-concurrente — ceci dit pour montrer que la loyale polémique n'exclut pas des rapports courtois — a bien voulu accepter de prendre en mains le gouvernail de L'EFFORT CINÉGRAPHIQUE SUISSE. Il y a six mois, nous rappelions ici même les qualités et les compétences de Mme ELIE ; nous n'y reviendrons donc pas, nous bornant à lui souhaiter la plus cordiale des bienvenues à son nouveau poste.

Nous serions ingrat en ne relevant pas, à cette occasion, la belle activité déployée par notre ami Jean Lordier. Tout en regrettant son départ, nous avons eu au moins la consolation de le voir nous assurer sa collaboration précieuse. M. Lordier nous donnera aussi régulièrement ce possible une « Chronique parisienne », qui satisfera les très nombreuses sympathies qu'il a su se gagner dans notre pays.

Ainsi, tout en se dispersant, la petite famille de L'EFFORT maintient son union. Puisse-t-il en être de

même dans la grande famille de la cinématographie suisse.
Jn Hd.

* * *

Je tiens à remercier ici M. Jean HENNARD de la confiance qu'il me témoigne, qui m'honore et que je m'efforcerais de justifier. Ne dit-on pas, du reste, que la vraie amitié rend toutes choses faciles ? Or mes sentiments pour le cinéma et L'EFFORT CINÉGRAPHIQUE SUISSE sont connus et, comme nous sommes beaucoup dans la même disposition de cœur et d'esprit, il est à présumer que L'EFFORT, soutenu par les loueurs de films, les directeurs de cinéma, ses lecteurs — et ses lectrices, donc ! — constituera toujours davantage le lien qui doit les unir, l'organe qui, au lieu d'envenimer les différends, s'efforcera de les aplanir et de créer une commune entente, une compréhension mutuelle des divers intérêts qui s'opposent parfois dans ce domaine complexe du cinéma.

Ainsi L'EFFORT aura bien mérité son titre, qui n'est pas qu'un mot, mais un programme !

Eva ELIE.

La censure des films

L'autre jeudi, nous avons eu le plaisir d'entendre une fois de plus — transmise par Radio Suisse Romande — une spirituelle causerie de M. H. Tanner, homme de lettres, à Genève. Et il nous a paru fort intéressant pour les lecteurs de L'Effort Cinégraphique Suisse de publier le texte de cette causerie. Un chaleureux merci à M. Tanner de nous l'avoir communiqué.

(Réd.)

Voici qu'on reparle à nouveau de ce monstre qui se nomme la censure et il paraît que Genève le verra sévir dans le domaine du cinéma. Dans son périodique consacré aux films de la semaine, W. Bernard s'inquiète, à juste titre, de voir les autorités, animées d'un beau zèle, décider que tel ou tel film est digne ou pas digne de passer sur l'écran. Cette discrimination entre bons et mauvais films ne se fera pas au nom de principes artistiques, mais uniquement selon un critère qui doit satisfaire à la morale. En principe, mais pas en pratique, un tel triage peut s'expliquer ou même se justifier, mais vous devinez que la censure va entrer dans le cinéma un peu comme un éléphant dans un magasin de fines porcelaines, et cela n'ira pas sans quelques dégâts, dont l'art et la morale ne retireront aucun profit.

On ne peut que souscrire sans réserve aux appréhen-

sions de M. Bernard, qui est un homme de goût, et qui sait aussi bien que vous et moi — et mieux encore — que les fonctionnaires qui seront chargés de tailler dans la pellicule et d'escamoter les œuvres qui seraient de nature, selon eux, à corrompre les mœurs, travailleront contre le cinéma.

N'allez pas croire que je puisse soutenir que tous les films sont convenables et décents et que les jeunes gens aient un avantage quelconque à retirer d'un spectacle plus scabreux que celui de la vie. Il est des films où la vulgarité, le mauvais goût, l'impudeur des propos et la crudité des images ne présentent aucun intérêt d'ordre artistique et tout ce qu'ont recherché les « producteurs », comme on les appelle, c'est d'offrir aux spectateurs, qui, entre nous, le recherchent avec une certaine complaisance, un spectacle un peu faisandé, devant lequel la jeune fille moderne n'aura pas même l'idée de rougir. Il convient de remarquer que la corruption des mœurs a atteint un degré de bassesse qui constitue une sorte de circonstance atténuante aux yeux des gens indulgents, mais qui est pour tous ceux qui aiment le cinéma, une circonstance aggravante. Il arrive un moment où une intervention s'impose, où un nettoyage devient indispensable, car le cinéma n'a pas le droit de placer sous nos yeux des œuvres de mauvaise inspiration, pas plus que la voirie n'a le droit de

fouerrer crûment les ordures ménagères sous notre nez. Ceci dit, je ne suis que plus à mon aise pour m'élever contre des interventions dont je redoute l'impertinence, l'inutilité et, je le dis tout droit, l'imbécillité. Je sais que le métier de censeur n'est pas facile et c'est pour quoi il convient de ne le confier qu'à des individus assez intelligents pour admettre que le film policier ne vas pas doubler du jour au lendemain le nombre des cambrioleurs, ou que tous les films où l'on parle d'amour, avec abondance, voire avec complaisance, tourneront la tête de toutes nos jeunes contemporaines. Et ce qui m'effraie, c'est de penser que nous avons pu voir de fort beaux films, qui demain peut-être ne trouveront pas grâce devant la censure. Je pense par exemple à « La Carte Jaune », à « Faubourg Montmartre », à tant de films où le sujet n'est pas tiré de la « Bibliothèque Rose », mais enfin de la vie, de la vie que vivent des gens, qui aimeraient bien que la censure leur procure d'autres moyens d'existence. Si la censure intervient dans notre alimentation artistique et nous met au régime, qui nous garantit que nous trouverons au spectacle les œuvres fortes que l'art empêchera d'être mauvaises ?

Je redoute, parce que ce fut déjà le cas, qu'on nous interdise à jamais de voir des films russes, sous le fallacieux prétexte qu'ils sont russes et qu'ils servent la propagande révolutionnaire. Quelle belle balourdise, et « Le Congrès s'amuse », et « Le Vainqueur », et tous les grrrrands films d'ammmmmour, est-ce qu'on nous les supprimera, sous prétexte qu'ils font de la réclame à l'amour ? Faisons attention, car le ridicule accompagne toujours les meilleures intentions et si la censure, à ce qu'on assure, se prépare à nous interdire de voir « Tumultes », un grand et beau film, eh bien il faut lui tordre le cou, et vite encore. Ah ! ça, il n'y a donc plus de parents pour fixer le programme cinégraphique des enfants ? Est-ce que les gosses ont libre accès au cinéma ?

J'entends que l'on se récrie. J'entends un père attentif au sort moral de ses enfants applaudir aux futures interventions de la censure. J'aimerais qu'il soit certain que les films qui échapperont au massacre n'en contiennent pas moins pour cela de quoi laisser dans l'esprit des enfants des traces fâcheuses, car la façon dont on voit les choses est souvent plus pernicieuse que les choses ne le sont en elles-mêmes. Le correctif apporté par la censure n'offre aucune garantie et tel film jugé innocent et inoffensif se révélera, par la suite, tout à fait déplorable. Et tel film banni de l'é-

cran sera peut-être moins dangereux. Vous me direz que tout cela est affaire d'appréciation. Eh oui ! affaire d'appréciation. Et qui seront les honorables Messieurs qu'on chargera de choisir nos films ? Sur quelle meule aiguiseront-ils leurs ciseaux fameux ? Quel opticien leur fournira les lunettes magiques ? Si, comme dans « Parade d'Amour », on voit Jeanette MacDonald dans son lit, est-ce qu'on supprimera le film ? Si, comme dans « Mistigri », on nous montre des amoureux en train de se suicider au gaz, est-ce qu'on supprimera le film et le gaz, parce que, qui sait, les spectateurs influençables et qui ignoraient le parti qu'on peut tirer du gaz vont se suicider en rentrant chez eux ? Quand on aura mis de côté tous les films où l'on s'embrasse, où l'on joue du revolver, où l'on meurt de toutes les façons, où l'on trompe les maris, où l'on fait la nique au gendarme, grand Dieu, que restera-t-il ? Les films de publicité ? Mais non, ils sont dangereux, eux aussi, car ils poussent à la dépense ; ils invitent au luxe et le monsieur qui aurait dû offrir une robe de Machin à sa femme, risque de la donner à une autre !

Je plaisante, je sais, mais la censure, elle, est-ce qu'elle saura aussi plaisanter ? Si on veut bien me confier un poste dans cette sinistre commission, je prends l'engagement de ne rien prendre au tragique, de ne rien prendre à la légère et de me mettre dans la peau du spectateur. Vite, qu'on publie les noms des candidats et qu'on leur donne à méditer le chapitre que La Bruyère a consacré à l'esprit et dont je vais donner, pour terminer, quelques extraits :

« Il faut chercher seulement à penser et à parler juste, sans vouloir amener les autres à notre goût et à nos sentiments : c'est une trop grande entreprise... »

« Le plaisir de la critique nous ôte celui d'être vivement touchés de très belles choses. »

« Il y a beaucoup plus de vivacité que de goût parmi les hommes ; ou, pour mieux dire, il y a peu d'hommes dont l'esprit soit accompagné d'un goût sûr et d'une critique judicieuse. »

« Il n'y a point d'ouvrage si accompli qui ne fonde tout entier au milieu de la critique, si son auteur voulait en croire tous les censeurs, qui ôtent chacun l'endroit qui leur plaît le moins. »

Mais les servants d'Anastasie lisent-ils La Bruyère ?

H. TANNER.

* * *

Nous apprenons que l'interdiction qui pesait sur « La Chienne » a été levée et que ce film continuera sa carrière sous le titre — plus discret — de « La Double vie de M. Legrand ».

(Réd.)

Notes de jurisprudence

Le droit de représenter des films sonores

L. possède à Genève trois établissements cinématographiques dans lesquels il fait représenter des films sonores. Il s'est trouvé parmi ces derniers des adaptations d'œuvres musicales protégées par la loi fédérale de 1922 sur les droits d'auteur. En conséquence, la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique a formulé une protestation auprès de L. en lui interdisant la représentation de ces films aussi longtemps qu'il n'aurait pas payé les droits d'auteur. L. ayant passé outre à cette interdiction, la société a déposé contre lui une plainte pénale. L. a fait valoir que les films en question sont sur le marché en Suisse depuis 1929 et cela sans protestations de la plaignante. L. a du reste passé un contrat avec la maison Warner Bros. qui l'oblige à payer chaque semaine une redevance considérable.

Les tribunaux genevois ont déclaré la plainte fondée et condamné L. à une amende de Fr. 200.—. L. a recouru en cassation auprès du Tribunal fédéral ; mais son recours a été écarté, et cela pour les motifs suivants :

Il est hors de doute que l'adaptation d'une œuvre musicale à un film sonore a lieu dans le but de permettre la reproduction de cette œuvre au moyen d'un procédé mécanique. Cette adaptation fait donc partie du droit d'auteur (art. 12 et 13 de la loi) et n'est permise qu'aux personnes se trouvant au bénéfice d'une autorisation donnée par l'auteur. Il est vrai que, d'après l'art. 17, tout fabricant suisse peut exiger de l'auteur, moyennant paiement d'une redevance, l'autorisation d'adapter ses œuvres à des instruments. Cette autorisation implique, d'après l'art. 21, également le droit de reproduire les œuvres en public.

Mais dans l'espèce, ces conditions ne se trouvent nullement réalisées, car le film n'a pas été fabriqué en Suisse, et L. n'est donc pas au bénéfice de la licence prévue à l'art. 17 ; aussi peu du reste que la maison qui lui a loué les films.

Sa manière de procéder se heurte donc au droit d'auteur que défend la société demanderesse, et la violation intentionnelle de la loi ne paraît pas douteuse. En effet, L. a été rendu attentif par la société demanderesse au fait qu'elle considérerait la reproduction comme illicite, et s'il a passé outre, il l'a fait en pleine connaissance de cause.

(Arrêt du 30 mai 1932.)